



LE QUART MONDE DANS LE MONDE ACTUEL

Communication du père Joseph Wresinski, fondateur et secrétaire général du Mouvement ATD Quart Monde, à l'Académie des Sciences Morales et Politiques, Paris, le 13 juin 1983

Monsieur le Président,
Madame, Messieurs,

Une communication à l'Académie des Sciences Morales et Politiques est une étape importante pour le monde de la misère. C'est pourquoi je vous remercie de m'avoir réservé le privilège de m'adresser à vous.

Les principales préoccupations actuelles – vous-mêmes le disiez – sont la crise et les changements technologiques qui doivent transformer les modes de communication entre les hommes, et entraîner des modifications dans l'acquisition et la transmission du savoir. Ces perspectives influenceront le milieu de la misère, dans un monde de la prédominance du savoir et de la parole des forts et de l'insécurité pour beaucoup. C'est certainement dès maintenant qu'il convient d'en saisir l'enjeu.

Il y a un siècle et demi, lors d'une période de profonds bouleversements, l'Académie des Sciences Morales et Politiques s'était déjà intéressée à la misère. Elle se demandait dans quelle mesure les manifestations de l'industrialisation naissante avaient un effet sur la condition des ouvriers. En 1837, la communication du Docteur Louis-René Villermé à ses confrères dénonçait les conséquences néfastes du travail des enfants. *"Si j'ai pu convaincre qu'il est urgent(...) de fixer(...) à un maximum la durée quotidienne du travail des enfants(...) je n'aurai plus rien à désirer."* Quelques années plus tard était votée la première loi limitant le travail des enfants en France.

C'était le premier pas d'une réglementation qui devait aboutir à l'interdiction totale du travail des enfants et, plus tard, à une limitation du temps de travail de tous les ouvriers. C'était une étape dans un mouvement plus vaste qui touchait d'autres pays en voie d'industrialisation. Etape d'un mouvement qui redevient vigoureux aujourd'hui, alors que le Bureau International du Travail évoque des chiffres de l'ordre de 50 à 100 millions d'enfants de moins de 15 ans, au travail à travers le monde, et qu'il s'alarme surtout de *"l'évolution de la nature même de leur travail."*

Le docteur Villermé avait su se scandaliser d'une situation qui ne choquait guère son milieu, à une époque où, dans le monde rural et dans la fabrique naissante, il apparaissait naturel que l'enfant apporte sa contribution aux gains de la famille. Il faudra encore un demi-siècle avant que ne soit reconnu au monde ouvrier le droit d'avoir une parole. Demi-siècle pendant lequel les ouvriers qui proclamaient leur dignité durent répondre à l'accusation d'être une "classe dangereuse".

C'est probablement à cette époque que s'est instaurée une coupure dans le monde de la grande pauvreté du XIX^e siècle, et que s'est opérée la transition des Infortunés, des Sans-aveu de l'Ancien Régime vers le sous-prolétariat du XX^e siècle.

Lorsqu'en 1960, avec la petite équipe qui m'avait rejoint au camp de Noisy-le-Grand, nous avons voulu comprendre la misère que nous côtoyions, lorsque nous avons cherché pourquoi ces familles vivaient ces situations, quels itinéraires les avaient conduites là, nous nous sommes trouvés devant le vide : aucun chercheur, aucun sociologue, aucun historien n'avait étudié ces questions. C'est dans une relative solitude que nous avons alors cherché à connaître, à comprendre le monde de la misère, dont l'existence à cette époque était niée par l'ensemble de la société. Nous avons interrogé et associé des chercheurs en sciences humaines. Une de nos premières réalisations fut de créer un Bureau de Recherches Sociales.

Je ne maîtrise pas moi-même les techniques scientifiques et je n'emprunterai pas la démarche de vos disciplines. Je vous présenterai, néanmoins, quelques conclusions tirées de 26 ans de vie partagée en milieu de misère et vérifiées par ce qui, d'un petit bureau, devint notre Institut de Recherche. Je présenterai d'abord la réalité de ce monde telle que nous avons pu l'appréhender. Je proposerai ensuite quelques réflexions sur l'importance et les conditions d'une démarche de connaissance du monde de la misère.

Avant de commencer cette présentation, permettez-moi encore une précision. Le Mouvement que nous avons constitué avec des personnes parmi les plus vulnérables de France d'abord, puis très vite d'Europe et de quatre continents, est ancré dans la réalité familiale à laquelle toute misère est reliée d'une façon ou d'une autre. En disant cela, je pense aussi aux plus pauvres parmi les isolés, les pensionnaires des hospices, les immigrés, qui se présentent aujourd'hui en personnes seules, la pauvreté ayant dans presque tous les cas rompu les liens familiaux. Pour l'heure, je me bornerai à parler des familles, mais j'ai la certitude que, si leur misère est correctement comprise et prise en compte, toutes les autres formes de pauvreté le seront aussi.

I - LA REALITE ACTUELLE DU QUART MONDE

1. Le camp de Noisy-le-Grand et la connaissance d'un milieu

En 1954, lors de l'appel de l'Abbé Pierre, des familles sont arrivées dans la Région Parisienne, venant de toute la moitié Nord de la France. Elles furent hébergées d'abord sous tente, puis dans des abris provisoires construits à la hâte. C'est à Noisy-le-Grand, dans un camp de 2000 personnes qui avait été construit pour 6 mois et qui devait durer 17 ans, que je les ai connues, en 1956.

Ce camp, Monsieur René Minguet, rassemblant de multiples témoignages, le décrit ainsi dans le livre qu'il prépare sur le mouvement ATD Quart Monde :

"Un lieu infect, au sol boueux, bourrelé de tas d'immondices, creusé de trous marécageux, à peine éclairé, doté de douze points d'eau. De la ferraille, des grillages, des boîtes de conserve, des caisses en carton, en bois, en zinc, les souris, la vermine, des rats... : la misère de la misère à l'état brut. Et, dans ce lieu maudit, des êtres humains.

Ces êtres humains étaient, semblait-il, des familles isolées, ayant seulement en commun de se trouver sans abri, à la suite, pensait-on, de la guerre et de la crise du logement.

Très vite, nous devons nous apercevoir que nous étions en réalité en présence de tout un milieu forgé par une histoire commune. Ces familles avaient toutes connu l'errance, des périodes de chômage et de dénuement total et, pour beaucoup, le placement des enfants à l'Assistance Publique. Les parents avaient pour la plupart connu la misère depuis l'enfance. Peu avaient suivi une scolarité primaire complète.

2. La misère, un peuple héritier

Les familles de Noisy avaient d'ailleurs des parents dans d'autres lieux de misère, en banlieue parisienne et ailleurs en France ; elles y connaissaient d'autres familles, rencontrées dans les mêmes circuits de l'errance. Aussi loin que le souvenir pouvait remonter, les générations précédentes avaient, elles aussi, vécu des conditions comparables. Ainsi ce monde nous apparaissait-il comme l'héritier de plusieurs générations de misère, un milieu dont les membres se reconnaissaient à une expérience et à une sensibilité communes, à une même façon de penser et de réagir.

A ce noyau de familles, françaises pour la plupart, dans lesquelles nous avons vite appris à reconnaître un sous-prolétariat, se joignaient d'autres foyers qu'une trop grande paupérisation coupait de leur milieu d'origine. Dans les années 60, il s'agissait surtout de travailleurs immigrés, de rapatriés d'Afrique du Nord ou de gens du voyage que la misère obligeait à se sédentariser. Aujourd'hui, ce sont des travailleurs en situations précaires, ceux qu'on appelle les "nouveaux pauvres", dont les plus vulnérables retrouvent parfois là leur milieu d'origine, d'où ils n'étaient qu'à peine sortis sans avoir pu se constituer la sécurité d'un minimum de réserves matérielles et culturelles.

3. Un peuple jamais dénombré

La question se pose de l'importance numérique du sous-prolétariat. S'il est difficile, voire impossible de recenser une population qui se définit par l'appartenance à un milieu de misère, nous avons pourtant pu évaluer à environ 5 % de la population, soit plus de 2.000.000 d'individus, ou 350.000 familles en France, le nombre de ceux qui connaissent des situations analogues, où la misère représente un enchaînement de précarités. Pour dénombrer de manière rigoureuse les victimes, il faudrait pouvoir mesurer l'accumulation de privations touchant le même ménage dans des domaines aussi différents que, par exemple, les revenus, la scolarité, la santé, l'accès au travail, la participation à la vie sociale et politique...

II - LA MISERE AUJOURD'HUI

1. Les conditions de vie

En 25 ans, nous avons vu évoluer les conditions de vie mais, plus modernes, elles restent toujours aussi précaires. De cette précarité, nous sommes témoins tous les jours.

Une enquête faite à Reims, en collaboration avec l'INSEE régionale en 1978, montrait que 2.000 ménages, soit 7 % des ménages avec enfants représentaient 10 % des enfants de la ville de Reims. Or, le revenu de ces foyers était inférieur au SMIC, et la moitié de ces ménages avait toujours moins que le SMIC après l'apport des transferts sociaux.

Depuis, l'emploi des travailleurs sous-prolétaires, déjà irrégulier, est devenu de plus en plus précaire. Sur 190 hommes adultes de plus de 18 ans, interrogés au premier trimestre dans une cité pauvre de la métropole du Nord, nous en avons dénombré seulement 51, (un peu plus

d'un sur quatre) qui avaient alors un emploi. 91 étaient à la recherche d'un emploi et, parmi eux, 55, soit six sur dix, ne touchaient pas d'allocations de chômage.

Parmi les jeunes sous-prolétaires que nous connaissons, un sur trois affirme ne pas savoir lire ou à peine, proportion qui est la même que celle des adultes quasi illettrés, alors que, parmi ceux-ci, certains n'ont jamais fréquenté l'école. Ce qui n'est pas le cas des jeunes.

L'habitat insalubre a été remplacé en partie par des logements "sociaux", le plus souvent médiocres, d'entretien coûteux et dont le statut d'occupation restreint les garanties normalement accordées aux locataires. Des familles entières, comme du temps de Villermé, doivent partir pour s'abriter dans des caves ou, aujourd'hui, le plus souvent clandestinement, dans des camions, des wagons désaffectés...

Les conséquences de ces conditions sur la santé des personnes peuvent se résumer dans une espérance de vie plus courte que celle du reste des Français. Dans une cité sous-prolétaire de Nancy, des médecins ont pu calculer, en 1975, que 33 % seulement des décès survenaient après 50 ans, alors que le chiffre était de plus de 80 % pour l'ensemble de la France.

Les conséquences sur la vie familiale sont parfois dramatiques. Des jeunes femmes n'ont d'autre solution pour assurer leur sécurité matérielle et celle de leurs enfants, que de quitter leur conjoint pour bénéficier de la protection financière et sociale accordée aux femmes seules. D'autres placent leurs enfants pour travailler. Souvent d'ailleurs, elles ne trouvent pas d'embauche, et elles n'ont alors même plus les allocations familiales pour survivre.

2. La dépendance et la honte

Les réponses apportées par les institutions sociales aux situations de misère que nous venons de décrire tendent à placer les familles dans une situation marginale. Elles les désignent sous une étiquette qui les particularise en les déshonorant.

Pour remédier à une protection sociale déficiente dans les situations qui sont les leurs, les familles sous-prolétaires doivent s'adresser à l'aide sociale qui attribue ses allocations et secours après délibération d'une commission. Il n'est donc pas question d'un droit inaliénable à la survie. La solution proposée au chômage prolongé des travailleurs manuels sans qualification aucune, dans la force de l'âge et chefs de famille, qui consistait généralement en secours périodiques incertains, devient aujourd'hui plus souvent celle d'un statut de handicapé garantissant des ressources très faibles mais stables.

Les enfants qui ne réussissent pas dans les premières années de leur scolarité sont orientés vers l'enseignement spécial : classes de perfectionnement, sections d'éducation spécialisée. Cet enseignement touche un enfant sur trois dans les familles que nous connaissons, alors que la proportion n'est que de 3 % pour l'ensemble de la France. Cette mesure, prise sans consultation des parents, plonge les enfants dans un sentiment profond d'infériorité.

Les familles dans la misère font aussi l'objet d'autres interventions autoritaires de la justice et des services sociaux : tutelle aux prestations familiales, mesures éducatives telles que "*Action Educative en Milieu Ouvert*" (AEMO). Et bien sûr, même aujourd'hui, les enfants sont encore retirés en grand nombre à leurs familles, pour la seule raison que celle-ci manque par trop des moyens de les élever. Faut-il insister sur les conséquences ? Pour ceux qui en font l'objet, ces interventions des autorités publiques représentent un contrôle particulièrement

contraignant, les secours sont une humiliation, l'enseignement spécial est "la classe des fous". Le retrait des enfants est la blessure ultime qui ne se fermera jamais.

Les familles nous le disent à leur manière : *"Le plus dur, c'est de demander de l'argent à droite, à gauche ; pour avoir un secours, il faut raconter toute sa vie. Il faut dire que le mari est au chômage. Il faut supporter un droit de regard sur sa vie privée : l'argent qu'on vous a donné, vous ne pouvez pas l'employer comme vous voulez, mais comme ils veulent, c'est humiliant."* Quant au placement des enfants, la blessure est parfois si profonde que les paroles ne viennent plus. Leurs noms qui brûlent les cœurs ne sont plus prononcés, ce qui fait d'ailleurs dire que *"ces parents-là oublient vite !"*

Cette dépendance, ces affronts engendrent évidemment la méfiance vis-à-vis des services à qui les familles ont souvent peur de recourir. *"Après, ils vous demandent toute votre vie, et on ne sait jamais s'ils ne vont pas utiliser ce que vous dites pour placer les gosses"*, confient-elles.

Les conditions de vie matérielles, pour leur part, sont d'autant plus oppressives qu'elles suscitent l'incompréhension et le rejet. Habiter certains quartiers éveille la méfiance : on n'ose pas dire son adresse lors d'une demande d'embauche, on n'ose pas inviter personne chez soi, et les jeunes ne peuvent y faire venir des copains de l'école. *"Quand on dit qu'on habite ici, c'est comme si on avait la lèpre, c'est comme si c'était Chicago"*, disent-ils.

Le chômage est aussi une humiliation constante. *"Trois ans de chômage, trois ans de honte"*, disait récemment un travailleur sous-prolétaire. Honte de ne pouvoir faire vivre sa famille et échapper à l'assistance ; honte de ne pouvoir se rendre utile, honte d'être traité de fainéant. Mais le pire affront est peut-être, pour un sous-prolétaire, d'être considéré comme un ignorant. *"T'es bête, tu ne sais rien"*, dit-on dans ce milieu, quand on veut vraiment blesser. Il a fallu 20 ans pour que des hommes et des femmes que je connaissais bien osent me dire qu'ils ne savaient pas lire. *"C'est la honte"*, répètent les jeunes sous-prolétaires, chaque fois qu'ils sont surpris dans leur ignorance. Ils se taisent de peur de dire des sottises.

Les sous-prolétaires souffrent de l'incompréhension de ceux qui leur reprochent leur imprévoyance, leur inactivité, leur ignorance ; de ceux qui ne voient pas leur aspiration à une vie différente ni leurs efforts souvent surhumains pour vivre dignement malgré tout.

3. La résistance

Car les sous-prolétaires résistent aux interventions et à l'assistance ; ils refusent l'humiliation. Ils refusent la dispersion de leur famille. Cela aussi, nous avons été amenés à le connaître.

Pour gagner dignement la vie de sa famille, le père au chômage cherche à accomplir de petits travaux non déclarés, au jour le jour. Pour survivre avec des ressources aussi faibles qu'irrégulières, l'ensemble du milieu concourt à une organisation économique qui atténue les à-coups, chacun dépannant les autres lorsqu'il a touché une petite somme d'argent. Des familles qui ont la chance d'avoir un logement en hébergent d'autres qui sont à la rue, au risque de perdre le droit à des aides au loyer, ou même, de se voir expulsées à leur tour.

Pour échapper à une humiliation, nous le disions déjà, il n'est pas rare que des sous-prolétaires renoncent à un droit ou à un avantage : de jeunes mères ne déclarent pas leurs grossesses, pour ne pas s'exposer à des remarques désobligeantes ; des familles expulsées quittent leur logement avant la date fixée, pour éviter la honte de l'expulsion devant les voisins, conscientes pourtant qu'elles renoncent, par là même, à toute aide publique qui

pourrait leur être proposée. Quant aux jeunes, ils cachent leur honte sous une attitude provocante toujours incomprise.

4. Une pensée qui s'élabore

De tels actes manifestent une volonté et une pensée sur le monde, sur les valeurs que représentent la vie, la dignité, la famille. Cette pensée, les sous-prolétaires ne l'expriment guère, sinon dans les rares situations de respect et de confiance réciproques où la parole est possible. Ce sont ces occasions que notre Mouvement essaye de susciter et où ils posent alors leurs questions : "*Quand on n'a pas de travail, on est rejeté. Quand on a du travail, on est rejeté aussi. Pourquoi ?*" - "*On est traité comme des chiens. Ne sommes-nous pas des hommes ?*"

Ils affirment alors aussi leurs convictions : "*Les enfants ont droit à avoir une famille, ils ont droit à se connaître, à connaître et à respecter leurs parents. Sinon, ils n'ont pas de racines dans la vie.*" Ou encore cette affirmation : "*On ne laisse pas un gosse à la rue, en plein froid... On ne laisse pas une famille sous la tente.*"

Les sous-prolétaires expliquent mieux que le monde qui les entoure comment ils sont maintenus dans leur misère. "*Les pauvres, leurs parents, ils étaient pauvres. Leurs arrière-grands-parents, ils étaient pauvres. Et ça a toujours été comme ça. Ils n'ont pas été à l'école. Alors il faut qu'ils travaillent sans métier, sans rien.*" Mais ils expliquent aussi comment ils résistent à la misère, pourquoi ils présentent presque comme un paradis perdu la cité d'urgence où ils ont vécu tant d'années de souffrance et de violence : "*Parce que là, vous pouviez comprendre le courage que nous avons eu. Ce que vous avez compris, nous devrions d'ailleurs pouvoir le dire à d'autres, car ils ne savent pas. S'ils savaient, ils feraient autrement.*"

Faire entendre la parole, briser le silence des sous-prolétaires, demeure un des principaux objectifs du Mouvement ATD Quart Monde. Dans ce combat pour la parole, les chercheurs ont à jouer un rôle essentiel et délicat. Un rôle délicat d'abord, car s'il faut être connu et compris pour être reconnu, la connaissance que l'autre acquiert sur vous peut aussi être un moyen d'oppression de plus.

III - LA CONNAISSANCE DU SOUS-PROLETARIAT ET LE ROLE DES CHERCHEURS

1. Début d'un partenariat entre chercheurs et familles très pauvres

Il y a plus de 25 ans, je le disais en commençant, les familles sous-prolétaires m'ont conduit à entretenir des relations permanentes avec des amis spécialistes en sciences sociales des différents pays où le Mouvement s'est bientôt implanté. C'est sur ces relations et la démarche de connaissance que je voudrais maintenant proposer quelques réflexions.

En 1961 et en 1964, notre Bureau de Recherche parvenait à réunir à l'UNESCO des scientifiques de différents pays industriels. Ces colloques nous ont permis de prendre la mesure de l'ignorance générale au sujet des plus pauvres dans notre pays, comme dans les pays voisins, et de nous trouver en contact avec des courants de recherche et d'expérimentation qui se développaient alors malgré tout, timidement peut-être, mais qui pouvaient s'instruire et se renforcer mutuellement. Ces colloques ont aussi convaincu d'autres scientifiques. Je pense en particulier à nos amis Jean Labbens, professeur de sociologie à Lyon et Christian Debuyst, professeur de psychologie et de criminologie à l'université de Louvain.

Grâce à leurs encouragements, nous avons développé un travail constant de recherche dans lequel ils ont accepté de nous aider à affermir notre connaissance. Certains chercheurs ont même décidé de rejoindre notre volontariat. Ils ont œuvré avec leur compétence particulière à une démarche commune qui comportait une double exigence : faire des plus pauvres des partenaires authentiques de notre effort de compréhension et, de cette manière, assurer qu'ils en soient les premiers bénéficiaires. L'expérience et l'histoire des institutions fondées pour les pauvres nous avait en effet appris que cet effort est indispensable pour que les plus pauvres ne deviennent pas de simples otages d'un mouvement œuvrant en leur faveur selon ses propres lumières.

Je voudrais aujourd'hui vous faire part, de quelques réflexions issues de cette longue marche commune. Elles portent sur ce que la recherche nous a apporté à nous, hommes d'action, mais aussi sur les zones d'exploration que gens d'action et chercheurs devraient investir ensemble, pour contribuer vraiment à un changement de la condition des sous-prolétaires.

2. Ce que les chercheurs nous ont apporté

Les chercheurs scientifiques nous ont tout d'abord aidés à découvrir l'état de pauvreté d'une population. Alors que nous étions confrontés à des préjugés, à des jugements moraux péremptoires sur des personnes et des familles supposées "asociales" ou "inadaptées", voire faibles d'esprit, les scientifiques nous apportaient des points de comparaison, d'analogie avec d'autres populations très pauvres observées aux quatre coins du globe. Souvent ils nous faisaient comprendre, toujours ils nous renforçaient dans la conviction, que les comportements, les attitudes de cette population n'étaient pas fortuits ni maladroits, mais qu'ils avaient un sens. Et que ce sens leur était insufflé par l'extrême pauvreté qui leur était infligée.

Nous découvrions aussi, grâce à eux, que les gestes, les sentiments, les espoirs communs de ces familles enlées dans la misère ne s'expliquaient pas seulement par leurs conditions de vie présente. Pour comprendre l'intention, les enjeux de ces gestes, il fallait comprendre l'histoire de leurs groupes qui était une histoire commune de pauvreté et d'exclusion. Nous devons progressivement nous imprégner de l'histoire des rapports entre les milieux de la misère et les milieux non-pauvres qui les entouraient, et qui expliquaient bien des comportements jugés à priori anormaux.

Déjà, nous-mêmes découvrions ce que pensaient, ce qu'espéraient ces familles qui nous acceptaient comme partenaires de leurs efforts. Les générations du passé n'avaient gardé que la mémoire des institutions de bienfaisance et celle du regard social porté sur les très pauvres par leur environnement plus favorisé. Nous-mêmes apportions un regard inattendu, surprenant, voulant nous faire les chroniqueurs passionnés de l'expérience quotidienne des familles, de leurs efforts de vivre, de leur pensée telle qu'elles voudraient bien nous en faire part.

Assurant les pas que nous faisons ainsi vers une véritable discipline de l'observation susceptible de fonder une compréhension commune nouvelle, nos amis chercheurs nous ont permis de montrer que là où le monde parlait de familles inadaptées, il était possible de voir un milieu pauvre et exclu, marqué par une expérience et une histoire spécifiques. Ils nous ont poussés à reconstituer le passé des familles et de groupes familiaux en même temps qu'à renouer le fil de l'histoire dans l'action sur le terrain. Ils nous faisaient découvrir par exemple, dans les Cahiers du Quatrième Ordre de 1789, la question que nous allions poser nous-mêmes 200 ans plus tard aux démocrates de notre temps : comment faire en sorte que les minorités les plus pauvres ne soient pas condamnées au silence, dans une société qui doit s'appuyer sur

des majorités qui ont la parole. C'est en nous référant à cette démarche de nos ancêtres, que nous avons créé, en 1969, le terme de Quart Monde pour désigner les familles sous-prolétaires en marche vers la destruction de leur condition.

Ce dialogue constant avec des scientifiques nous a aidés à faire le lien entre ce que les familles les plus pauvres vivaient et les grands problèmes de société. Qu'il s'agisse d'approches des mal-logés jusqu'aux années 70, d'approches de la mobilité sociale ou des inégalités, d'approches actuelles de la précarisation des emplois ou des "nouveaux pauvres", chaque tournant de la recherche scientifique signale comment la façon dont les plus pauvres vont être perçus et traités est en train de changer. Démarche importante pour l'action puisqu'à chaque étape de l'histoire, nous devons pouvoir nous arrêter à la question de savoir comment les plus pauvres réagissent-ils à ces façons nouvelles dont on les regarde et les traite. S'en protègent-ils ? Peuvent-ils en tirer profit ?

Par leurs actes plus que par leurs paroles, ils nous indiquent, si nous y sommes attentifs, quels sont les espoirs et bien souvent les craintes qui les occupent. Ils sont infiniment plus conscients que nous ne le croyons parfois, et ils sentent qu'aujourd'hui, nos sociétés agissent avec eux sur la base des espoirs et des craintes des nantis par rapport à l'évolution économique et culturelle. Ce ne serait pas une mauvaise chose, si ces sociétés connaissaient les plus pauvres. Ne les connaissant pas, elles continuent d'aller, avec eux, d'échec en échec.

3. Les recherches à faire

Vous imaginez le travail qui reste à faire aux chercheurs dans le monde d'aujourd'hui ! Permettez-moi d'évoquer plus particulièrement deux tâches que semblent leur dicter les craintes et les espoirs des sous-prolétaires. Ils nous disent que les chercheurs devraient s'attacher à la reconstitution plus précise de l'histoire des sous-prolétaires et à la compréhension des événements-réussites qui brisent l'exclusion.

L'histoire des plus pauvres, vous le savez, n'est transmise que lorsque ceux-ci affleurent dans la vie des non-pauvres : au moment des guerres, des pestes, des grandes catastrophes qui touchent un pays tout entier, ou encore lorsque les pauvres se montrent un danger pour les nantis par leurs violences, leurs révoltes. En dehors de ces événements, elle n'a laissé de traces que dans les archives des œuvres d'assistance, des œuvres hospitalières, de la justice et de la police. Cependant, les sous-prolétaires, eux, veulent conserver une autre mémoire. Ils veulent pouvoir se référer à une histoire propre authentique, attestant des situations subies, des obstacles malgré tout vaincus, des lignées de familles pauvres se prolongeant avec courage et ténacité. Je vous le disais : ils parlent comme d'un paradis perdu de l'ancienne cité d'urgence pour que nous mesurions bien leur courage. Ils savent que ce qui fonde leur identité collective n'est pas la dureté du passé, mais la résistance qui a permis de ne pas se laisser anéantir.

Malheureusement, la mémoire collective que les sous-prolétaires gardent de leur expérience est une mémoire isolée, à laquelle le reste de la société s'évertue à superposer une mémoire contraire : d'échec et d'humiliation. Si l'histoire de résistance ancestrale pouvait être mieux contée et liée à l'histoire générale, elle pourrait faire échec à cette autre histoire, imposée et qui empêche les sous-prolétaires de prendre leur avenir en main. La restitution de leur histoire peut permettre aux sous-prolétaires d'exprimer enfin leur espoir sans s'exposer au ridicule.

Parallèlement, c'est la connaissance des réussites présentes qui accrédi tera leur résistance et leur refus collectif de ce qu'ils ont vécu. Une telle démarche s'appuie, elle aussi, sur l'expérience des sous-prolétaires qui savent localiser les événements les plus significatifs

pour la destruction de la misère. Ce savoir leur rend leur véritable rôle, celui de partenaires, celui d'experts qui ont l'expérience de la misère et de ce qui la détruit.

Ils posent, sur leur condition, les questions essentielles et détiennent en puissance les réponses. Non à cause de leur capacité d'analyse, mais parce qu'ils sont en position privilégiée pour se confronter à une réalité sociale qu'ils refusent et cherchent à changer concrètement, au jour le jour.

Prendre les moyens de mettre au clair cette connaissance, c'est déjà renverser nos comportements d'exclusion et contribuer à faire entrer autrement les plus pauvres dans le jeu social.

4. La connaissance, un droit pour qui ?

J'ai essayé de vous faire part de la tentative qui a été la nôtre de connaître une population tenue à l'écart de la pensée de notre temps parce qu'elle est oubliée. J'ai insisté sur la nécessité de connaître cette population. Et je souhaite rappeler les paroles que m'adressait il y a quelques jours, M. Gillet, professeur d'histoire à l'Université de Lille : *"Avouons, disait-il, que le sous-prolétariat a été peu étudié par les historiens. Sur 150 mémoires que j'ai dirigés à l'Université de Lille III, aucun ne porte sur le sous-prolétariat, alors qu'une cinquantaine porte sur la classe ouvrière."*

J'ai mis l'accent aussi sur la place centrale que peuvent et doivent prendre les sous-prolétaires eux-mêmes dans l'élaboration de la connaissance de la misère. Mais s'ils aspirent profondément à être mieux compris, leur expérience, là encore, leur apprend qu'ils ne peuvent se faire connaître sans prendre de risques. Le risque en particulier de n'être pas compris ni pris au sérieux. Le risque aussi d'être dépossédés de ce qu'ils vivent, comme un jeune le rappelle à un éducateur : *"Il n'est pas juste que vous en sachiez plus que nous sur nous-mêmes."*

Les sous-prolétaires ne se font connaître que dans la mesure où ils ont confiance que ce qu'ils révèlent d'eux-mêmes change de façon durable l'action de leurs interlocuteurs. Ils ne peuvent être réduits à un rôle d'informateurs pour la pensée des autres. Leur pensée, leur réflexion sur leur expérience sont plus pertinentes que les informations que d'autres diffusent sur leurs conditions de vie. Mais cette pensée ne peut s'exprimer sans que des groupes solidaires s'attellent avec eux à recréer un langage commun, en partageant leurs propres moyens de pensée et en inventant des moyens nouveaux.

C'est une affaire de rigueur scientifique mais aussi de Droits de l'Homme. La question de la connaissance de la pauvreté ne peut être indépendante de celle du savoir des pauvres, car le droit de connaître une condition est d'abord celui des hommes qui la vivent. Tant que ce droit ne leur est pas reconnu, comment espérer qu'ils concourent à cette connaissance, qu'ils s'en nourrissent et qu'ils la nourrissent ? Si leur contribution essentielle en est absente, cette connaissance, que vaut-elle ?

Voilà les questions que reposent sans cesse nos amis sous-prolétaires lorsque nous réfléchissons avec eux sur l'avenir de leurs enfants. Pourquoi ce monde d'une nouvelle ère postindustrielle est-il en train de se bâtir sans reconnaître leur expérience et leur pensée ?

Comment croiront-ils à l'utilité et même à la vérité d'une connaissance dans laquelle ils ne peuvent rien livrer d'eux-mêmes, par laquelle ils sont le plus souvent condamnés à croire qu'ils n'ont ni expérience, ni pensée ?

POUR CONCLURE : UNE INTERPELLATION

Louis René Villermé a voulu "*interroger la misère sans humilier.*" Les plus pauvres d'aujourd'hui nous confirment ce qu'il voulait dire par là : que leur aspiration est d'être enfin connus, en même temps que reconnus comme de véritables interlocuteurs. Dans l'esprit de Villermé et conformément à l'appel des sous-prolétaires d'aujourd'hui, il convient de développer la connaissance d'une manière telle qu'ils puissent maîtriser ce qu'au fond d'eux-mêmes, ils savent, qui est indispensable à la société et dont elle ne tient pas compte parce qu'elle ne sait pas que ces hommes tellement méprisés possèdent un savoir unique.

Votre Académie, à la suite de ce précurseur que fut Villermé, pourrait-elle contribuer à mettre en lumière les connaissances que détiennent les plus pauvres, et ainsi permettre au Quart Monde de devenir participant de la société, d'exprimer ses capacités, ses préoccupations et ses espoirs ?

Père Joseph Wresinski